

Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 069/2015
Le Chef de Police



Validité huit sept 2015

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 116 - Période du 1^{er} MAI au 31 MAI 2015

DECISIONS



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2ème alinéa

Fixation des tarifs pour la Braderie de livres

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment de fixer, d'une manière générale, les droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal (alinéa 2).

Vu la délibération n° en date du 19 mai 2015 autorisant la vente des documents déclassés de la Bibliothèque municipale.

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de la braderie de livres de la Bibliothèque municipale pour l'année 2015.

DECIDE S/N° 65/2015

ARTICLE 1

De fixer les tarifs suivants :

Petit format et poche : 0.50 €

Album, documentaire et roman : 1 €, l'unité et 5 € pour six documents

Beaux-livres : 2 €

ARTICLE 2

Les présents tarifs s'appliqueront pour la braderie de documents de la Bibliothèque municipale le samedi 30 mai 2015 et toute autre manifestation de type braderie ou vide grenier intervenant au cours de l'année 2015.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affichée et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 18 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Mme le Maire,

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 27 mai 2015
Et publication, affichage ou notification le 27 mai 2015

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

Portant signature du marché

**« Mission de programmation pour un projet de
complexe sportif »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 66-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse concernant le marché « Mission de programmation pour un projet de complexe sportif », à savoir celle formulée par la société ISC, pour un montant de 12 700 € HT soit 15 240 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 30 avril 2015

Par délégation du Conseil Municipal,

Madame le Maire
[Signature]
DOMINIQUE FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

30/04/2015.

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché
« Travaux de démolition en présence d'amiante »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 67-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Travaux de démolition en présence d'amiante », à savoir celle présentée par la société CASSIN TP, pour un montant de 12 728,60 € HT soit 15 274,32 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 11 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Alain MASSA
Premier Adjoint



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

18 MAI 2015

Finances et
Ressources Humaines

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Remplacement de
menuiseries métalliques dans une école »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 6ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 68-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Remplacement de menuiseries métalliques dans une école », à savoir celle formulée par la société L'OMBRE BAIE, pour un montant TTC de 52 488 €.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le **18 MAI 2015**

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,
Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

18 MAI 2015



**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché
« Désamiantage et pose de sols souples
dans une école »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 6ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 69-2015

ARTICLE 1

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses pour le marché « Désamiantage et pose de sols souples dans une école », à savoir celles formulées par :

- Pour le lot 1 Désamiantage, la société GRAND SUD DESAMINATAGE, pour un montant TTC de 60 181,97 € ;
- Pour le lot 2 Pose d'un sol en PVC, la société D2R, pour un montant TTC de 45 444,77 €.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 7 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

2015

Affaires sociales, Logement et



DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2015012
Emplacement : T/3
Date Echéance : 22 avril 2065

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. MARTINEZ Roch et Mme BARRAU épouse MARTINEZ Odette** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 4 Rue Du Mas**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 70/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. MARTINEZ Roch et Mme BARRAU épouse MARTINEZ Odette, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 22 avril 2015 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1770,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et aux intéressés. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 11 mai 2015

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire



M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

19 MAI 2015

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet d'activité 2014-2015 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

VU la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 71 -2015

ARTICLE 1

Il est conclu avec Madame DILLIES Marie

demeurant 77 bis chemin Raynal 31200 TOULOUSE

un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle en tant que comédienne pour une journée piano au château de Pompignan « Piano Globe Trotter... autour des légendes du monde », organisée par l'école municipale de musique de Saint-Orens, pour un montant de :

891,77 Euros T.T.C (dont 391,77 Euros de charges + 500,00 Euros de salaire net).

ARTICLE 2

L'intervention de Madame DILLIES Marie aura lieu les 05 et 06 Juin 2015.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

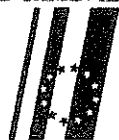
Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 Mai 2015

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

CONTRAT D'ENGAGEMENT D'ARTISTE

Licences de 2^{ème} catégorie n° 2-1078608 et 3^{ème} catégorie n° 3-1078609

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame le Maire de Saint-Orens dûment habilitée à négocier

ET

Madame DILLIES Marie

agissant pour son propre compte

- Adresse : 71 bis chemin Raynal
31200 TOULOUSE
- N° de S.S : 2 75 05 91 228 035 68
- Domicile bancaire ou C.C.P. : Caisse Epargne

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1 - Objet du contrat :

Engagée en tant que comédienne par la Mairie pour une journée piano au château de Pompignan « Piano Globe Trotter... autour des légendes du monde », organisée par l'école municipale de musique de Saint-Orens.

2 - Heures, dates et lieux des interventions en public :

- le Vendredi 05 juin 2015 de 16h00 à 21h00 à Altigone
- Le Samedi 06 juin 2015 de 13h00 à 20h00 à Pompignan

3 - Montant du cachet : (en lettres et en chiffres pour le cachet global)

- Cachet global : 891,77 Euros (Huit cent quatre-vingt onze euros et 77cts)
- Charges : 391,77 Euros
- Salaire net : 500,00 Euros

4 - Règlement :

La mairie de Saint-Orens effectuera ses paiements, au terme du contrat, exclusivement : par mandat administratif.

Toutefois, l'artiste pourra à sa demande expresse percevoir des acomptes en espèces.
Si un mandataire est habilité à percevoir ces acomptes, il devra dûment habilitier par l'artiste et muni d'un pouvoir.

5 - Cotisations sociales :

L'artiste étant placé en position de salarié, le cachet fixé ci-dessus sera soumis aux diverses cotisations sociales. La Mairie de Saint-Orens acquittera légalement à sa charge.

6 - Retenues à la source :

Sur les sommes payées aux artistes résidant à l'étranger, la Mairie de Saint-Orens pratiquera une retenue de l'impôt à la source conformément aux règles ou conventions internationales en matière fiscale.

7 - Dédit :

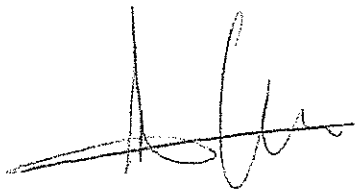
L'inexécution du présent contrat par l'artiste pour une cause autre que la force majeure dûment reconnue donnera lieu à un dédit d'un montant de 152 Euros sans préjuger des dommages et intérêts que la Mairie serait en droit de réclamer.

8 - Clauses particulières :

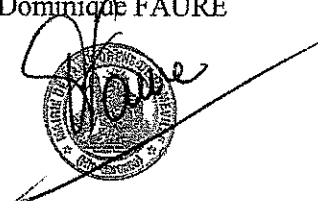
9 - Le contractant déclare adhérer au cahier des charges ci-annexé dont il a pris connaissance et visé par toutes les parties.

Fait à Saint-Orens, le 02 juin 2015
En deux exemplaires

LE SALARIÉ
Mme. Marie DILLIES



Madame le Maire,
Dominique FAURE



**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Achat de mobilier
scolaire et de cantine »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 6ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 72-2015

ARTICLE 1

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses pour le marché « achat de mobilier scolaire et de cantine », à savoir celles formulées par :

- Pour le lot 1 Mobilier scolaire, la société **DELAGRAVE**, pour un montant maximum annuel HT de 15 000 € ;
- Pour le lot 2 Chaises de restauration, la société **DPC**, pour un montant maximum annuel HT de 14 000 € ;
- Pour le lot 3 Tables de restauration, la société **Lafa Collectivités**, pour un montant maximum annuel HT de 5 000 €.

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} mai 2015 et est reconductible deux fois pour la même durée.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 15 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

2015

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Réparation de la toiture
d'un gymnase et d'un club house »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 6ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 73-2015

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse pour le marché « Réparation de la toiture d'un gymnase et d'un club house », à savoir celle formulée par l'entreprise RONCO, pour un montant de 22 368 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 15 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

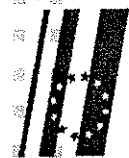
Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

11 MAI 2015

Émission par les services de l'urbanisme et



DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2015013
Emplacement : U/2
Date Echéance : perpétuelle

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **M. AZEMAR Laurent, Joseph et Mme ALGANS Chantal** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 90 avenue de la Marqueille**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 74/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de **M. AZEMAR Laurent et Mme ALGANS Chantal**, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :

une **CONCESSION PERPETUELLE**

à compter du 13 avril 2015 .

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

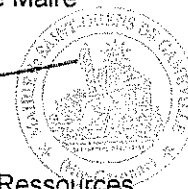
Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et aux intéressés. Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 18 mai 2015.

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire

M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources
Humaines



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 29/05/2015
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

ADMINISTRATION GENERALE

Etat Civil

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

8ème alinéa

CONCESSION DE CASE DE COLUMBARIUM DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - NC I

Concession n° : 2015014
Emplacement : 26
Date Echéance : 18 mai 2045

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par **Mme CHAPELIER Marthe Georgette (LE CICLÉ)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, Place Du Souvenir Maison De Retraite Labouilhe**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° 75/2015

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - NC I, au nom de Mme LE CICLÉ Marthe et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Individuelle** :

une **CONCESSION TRENTENAIRE**

à compter du 18 mai 2015

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **830,00 €**.

Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'Intéressé.

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 18 mai 2015

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire


M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 29/05/2015
Et publication, affichage ou notification le



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet d'activité 2014-2015 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

VU la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 76 -2015

ARTICLE 1

Il est conclu avec **Monsieur MAESO Jean-Paul**
demeurant. 18 rue Héliot 31000 TOULOUSE

un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle en tant que musicien pour l'animation de « La fête des voisins » organisée au Château de Catala à Saint-Orens, pour un montant de :
675,00 Euros T.T.C (dont 325,00 Euros de charges + 350,00 Euros de salaire net).

ARTICLE 2

L'intervention de **Monsieur MAESO Jean-Paul** aura lieu le **29 Mai 2015.**

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

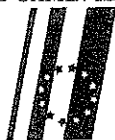
Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 Mai 2015

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

CONTRAT D'ENGAGEMENT D'ARTISTE

Licences de 2^{ème} catégorie n° 2-1078608 et 3^{ème} catégorie n° 3-1078609

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame le Maire de Saint-Orens dûment habilitée à négocier

ET

Monsieur MAESO Jean-Paul
agissant pour son propre compte

- Adresse : 18 rue Héliot
31000 TOULOUSE
- N° de S.S : 1 54 01 47 00 10 54 41
- Domicile bancaire ou C.C.P. : Caisse Epargne

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1 - Objet du contrat :

Engagé en tant que musicien par la Mairie pour l'animation de « La fête des voisins » organisée au Château de Catala à Saint-Orens.

2 - Heures, dates et lieux des interventions en public :

- le Vendredi 29 Mai 2015 de 17h00 à minuit au Château de Catala

3 - Montant du cachet : (en lettres et en chiffres pour le cachet global)

- Cachet global : 675,00 Euros (Six cent soixante-quinze Euros)
- Charges : 325,00 Euros
- Salaire net : 350,00 Euros

4 - Règlement :

La mairie de Saint-Orens effectuera ses paiements, au terme du contrat, exclusivement : par mandat administratif.

Toutefois, l'artiste pourra à sa demande expresse percevoir des acomptes en espèces.
Si un mandataire est habilité à percevoir ces acomptes, il devra dûment habilitier par l'artiste et muni d'un pouvoir.

5 - Cotisations sociales :

L'artiste étant placé en position de salarié, le cachet fixé ci-dessus sera soumis aux diverses cotisations sociales. La Mairie de Saint-Orens acquittera légalement à sa charge.

6 - Retenues à la source :

Sur les sommes payées aux artistes résidant à l'étranger, la Mairie de Saint-Orens pratiquera une retenue de l'impôt à la source conformément aux règles ou conventions internationales en matière fiscale.

7 - Dédit :

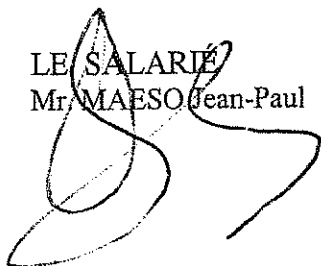
L'inexécution du présent contrat par l'artiste pour une cause autre que la force majeure dûment reconnue donnera lieu à un dédit d'un montant de 152 Euros sans préjuger des dommages et intérêts que la Mairie serait en droit de réclamer.

8 - Clauses particulières :

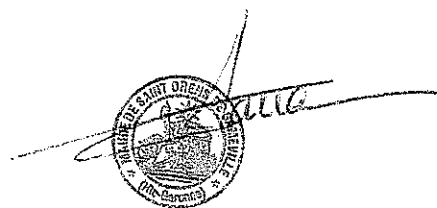
9 - Le contractant déclare adhérer au cahier des charges ci-annexé dont il a pris connaissance et visé par toutes les parties.

Fait à Saint-Orens, le 29/05/2015
En deux exemplaires

LE SALARIÉ
Mr MAESO Jean-Paul



Madame le Maire,
Dominique FAURE



VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet d'activité 2014-2015 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

VU la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 77 -2015

ARTICLE 1

Il est conclu avec **Monsieur CIAMPA Bruno**
demeurant. 9 rue Delacroix 31000 TOULOUSE

un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle en tant que musicien pour l'animation de « La fête des voisins » organisée au Château de Catala à Saint-Orens, pour un montant de :
494,23 Euros T.T.C (dont 244,23 Euros de charges + 250,00 Euros de salaire net).

ARTICLE 2

L'intervention de **Monsieur MAESO Jean-Paul** aura lieu **le 29 Mai 2015.**

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 26 Mai 2015

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

CONTRAT D'ENGAGEMENT D'ARTISTE

Licences de 2^{ème} catégorie n° 2-1078608 et 3^{ème} catégorie n° 3-1078609

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame le Maire de Saint-Orens dûment habilitée à négocier

ET

Monsieur CIAMPA Bruno
agissant pour son propre compte

- Adresse : 9 rue Delacroix
31000 TOULOUSE
- N° de S.S : 1 66 09 60 175 009 69
- Domicile bancaire ou C.C.P. : La Banque Postale

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1 - Objet du contrat :

Engagé en tant que musicien par la Mairie pour l'animation de « La fête des voisins » organisée au Château de Catala à Saint-Orens.

2 - Heures, dates et lieux des interventions en public :

- le Vendredi 29 Mai 2015 de 17h00 à minuit au Château de Catala

3 - Montant du cachet : (en lettres et en chiffres pour le cachet global)

- Cachet global : 494,23 Euros (Quatre cent quatre-vingt –quatorze et 23 cts)
- Charges : 244,23 Euros
- Salaire net : 250,00 Euros

4 - Règlement :

La mairie de Saint-Orens effectuera ses paiements, au terme du contrat, exclusivement : par mandat administratif.

Toutefois, l'artiste pourra à sa demande expresse percevoir des acomptes en espèces.
Si un mandataire est habilité à percevoir ces acomptes, il devra dûment habilitier par l'artiste et muni d'un pouvoir.

5 - Cotisations sociales :

L'artiste étant placé en position de salarié, le cachet fixé ci-dessus sera soumis aux diverses cotisations sociales. La Mairie de Saint-Orens acquittera légalement à sa charge.

6 - Retenues à la source :

Sur les sommes payées aux artistes résidant à l'étranger, la Mairie de Saint-Orens pratiquera une retenue de l'impôt à la source conformément aux règles ou conventions internationales en matière fiscale.

7 - Dédit :

L'inexécution du présent contrat par l'artiste pour une cause autre que la force majeure dûment reconnue donnera lieu à un dédit d'un montant de 152 Euros sans préjuger des dommages et intérêts que la Mairie serait en droit de réclamer.

8 - Clauses particulières :

9 - Le contractant déclare adhérer au cahier des charges ci-annexé dont il a pris connaissance et visé par toutes les parties.

Fait à Saint-Orens, le 29 Mai 2015
En deux exemplaires

LE SALARIÉ
Mr. CIAMPA Bruno

Madame le Maire,
Dominique FAURE



**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant n°1 au marché
« Nettoyage d'éléments en hauteur dans les bâtiments
communaux »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 78-2015

ARTICLE 1

De signer l'avenant n°1 au marché « Nettoyage d'éléments en hauteur dans les bâtiments communaux », ayant pour objet de prendre en compte les changements d'adresse et de numéro SIRET du titulaire, AXIS SERVICES.

Les coordonnées téléphoniques ainsi que les dispositions du marché restent inchangées.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 27 mai 2015

Pour le Conseil Municipal,
Par subdélégation de Madame le Maire,

Alain MASSA
Premier Adjoint



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

ARRETES

**Demande déposée le 19/12/2014 complétée les 08/01/2015 et
10/02/2015****N° PC 031 506 14 00042**

Par :	SNC SAINT ORENS LE BOUSQUET
Demeurant à :	150 ALLEE DE BARCELONE 31100 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur DAO Pierre-Emmanuel
Pour :	Réaliser un ensemble de 86 maisons individuelles et des halles de stationnement.
Sur un terrain sis à :	LE BOUSQUET BN 112, BN 192, BN 193

Surface de plancher
créée : 7493 m²

Nb de logements : 86

Nb de bâtiments : 96

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant division susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu les compléments de dossier déposés les 08/01/2015 et 10/02/2015,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 13/01/2015 assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 27/01/2015 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 540 kVA, triphasé,

Vu l'avis en date du 04/02/2015 de Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis défavorable en date du 30/03/2015 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole,

CONSIDERANT que le Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de Toulouse Métropole a émis un avis défavorable précisant que la rue de la PRADELLE ne permet pas un accès correct à la parcelle du fait de l'importance de l'opération et des caractéristiques de la voie qui n'offre pas une sécurité et un confort suffisant pour y accéder.

CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet prévoit une distance entre chaque maison de 3 mètres au lieu de 3,21 mètres minimums réglementaires comme le stipule l'article AUB 8.1.

.../...

- Le projet prévoit la mise en place de toiture en bac acier sur les aires de stationnement couvertes au lieu de toiture tuiles comme le stipule l'article AUB 11.5.1.

ARRETE N° 24 091

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire valant division est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 04 MAI 2015

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 MAI 2015

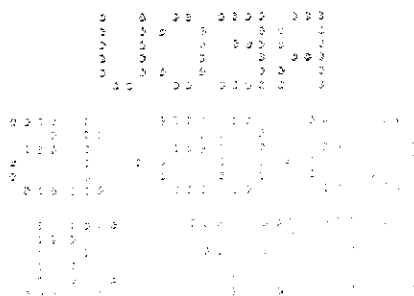
Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Demande déposée le 04/03/2015**N° PC 031 506 15 00009**

Par :	CLINIQUE DE SAINT ORENS
Demeurant à :	12 AVENUE DE REVEL 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur PERINOTTI Frédéric
Pour :	Edifier un local acoustique
Sur un terrain sis à :	12 AVENUE DE REVEL , BB 9

Surface de plancher

créée : 45 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 1

Destination : Annexe

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'avis en date du 10/02/2015 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 26/03/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 07/04/2015 du service E.R.D.F.

ARRETE N° 24 093

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Demande déposée le 12/12/2013

N° PC 031 506 13 00045

Par :	Monsieur et Madame BILLY Jérôme
Demeurant à :	37 BIS RUE DU BOUSQUET 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Agrandir une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	37 BIS RUE DU BOUSQUET BN 80

Surface de plancher

créée : 31 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300045 délivré le 14/01/2014,

Vu la lettre reçue le 21/04/2015 demandant que soit retiré le permis de construire susvisé,

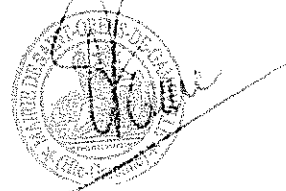
CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,

ARRETE N° 24 095

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire n° 031 506 1300045 délivré le 14/01/2014 est RETIRE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le - 7 MAI 2015

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un certificat de conformité qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également dans le même délai saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet lorsque le certificat est délivré au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur David ANDRIEU
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 30 avril 2015 à 17 heures 30 minutes au 02 mai 2015 12h00 et le 03 mai 2015 à partir de 12h00.

ARRETONS SOUS N° 24096

ARTICLE 1 **Monsieur David ANDRIEU**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 30 avril 2015 à 17 heures 30 minutes au 02 mai 2015 12h00 et le 03 mai 2015 à partir de 12h00.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 27 avril 2015.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 27/04/15
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 02 mai 2015
à 12 heures au 03 mai 2015 12 heures.

ARRETONS SOUS N° 24097

ARTICLE 1 **Madame Josiane CAVALLI épouse LASSUS PIGAT**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 02 mai 2015
à 12 heures au 03 mai 2015 12 heures.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

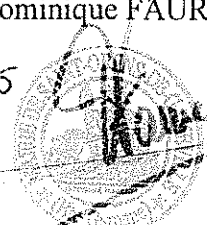
Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 27 avril 2015.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 27/4/15
Et publication, affichage ou notification le



Demande déposée le 16/03/2015

N° PC 031 506 13 00007 M01

Par :	Monsieur DECRAMER Jean
Demeurant à :	5 IMPASSE DES VIGNES 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment de 2 logements
Sur un terrain sis à :	56 CHEMIN DES CARMES BS-24

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvée le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1300007 délivré le 23/04/2013,

ARRETE N° 24 099

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la
demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont
maintenues et devront être observées.

Le - 7 MAI 2015

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires
auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.

Demande déposée le 23/03/2015

N° PD 031 506 15 00001

Par :	MAIRIE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Madame FAURE Dominique
Pour :	Démolir un bâtiment préfabriqué
Sur un terrain sis à :	RUE DES SPORTS BI 23

Surface de plancher

démolie : 158 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 1

Destination : Bâtiment public

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de démolir susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 130-1, L 430-1 et suivants et R 430-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

ARRETE N° 24 101

ARTICLE UNIQUE : Le permis de démolir est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le - 7 MAI 2015

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de Toulouse Métropole au 05.81.91.73.68.



**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

Instauration de sens unique de circulation.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 du 02 juin 2015 accordée à Monsieur JACQUEL – adjoint au maire ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation des véhicules sur la commune, des sens uniques seront mis en place.

ARRETONS sous N°24118

ARTICLE 1

Les arrêtés municipaux dont les numéros suivent, sont abrogés et remplacés par le présent arrêté :

N°3743 article I, 1° du 15 mars 1985, n°4419 du 27 octobre 1986, n°13019 du 19 décembre 2001 article 1 1°, n°12022 du 18 juin 2001, n°14999 du 16 novembre 2004, n°15000 du 16 novembre 2004, n°16161 du 13 avril 2006, n°16254 du 28 juin 2006, n°16967 du 02 mars 2007, n°19041 du 28 avril 2009, n°21693 du 19 décembre 2012, n°23568 du 30 octobre 2014.

ARTICLE 2

Dans l'agglomération de Saint-Orens de Gameville, des sens uniques sont instaurés et la circulation de tous types de véhicules sera réglementée comme suit :

- Rue du Bousquet, entre l'avenue de Gameville et la rue de Lentourville.
- Rue Taparot, portion située entre l'intersection avec l'avenue des Améthystes jusqu'à l'intersection avec la rue des Chanterelles.
- Voie communale dite rue de la Pradelle, à partir de la rue du Bousquet, dans le sens Saint-Orens de Gameville via la limite de commune de Labège.
- Aire de stationnement du cimetière de Ninaret, (accès face à l'entrée du cimetière, sortie proche du chemin des Morts).
- Impasse Dordac depuis l'avenue de Gameville (RD2) vers l'avenue Augustin Labouilhe (RD57).
- Boulevard Catala, dans la partie située devant l'école maternelle Catala, depuis la rue des tourterelles (jonction sud près du n°01) vers l'intersection de la rue de Ribaute.
- Rue de Nazan, entre la rue des Sports et l'avenue Augustin Labouilhe.
- Rue des Lauriers, entre le n°21 et le n°15.
- Rue des Lauriers, du rond-point de Barué à l'intersection de l'avenue du Lycée.

- Voie d'accès à la piscine intercommunale et au collège Jacques Fievet, entrée chemin de Piailles (RD94 b) côté collège et sortie de la piscine intercommunale vers le chemin de Piailles (RD94b).
- Place de la Poste, autour du bureau de poste et du château d'eau depuis l'intersection avec l'avenue de Gameville (RD2) par la voie impaire et sortie par la voie paire, sur l'avenue de Gameville (RD2).
- Entrée de la voie de desserte de l'école du Corail et de ses dépendances située face au n°46 de l'avenue des Améthystes, vers la sortie localisée face au n°40 de l'avenue des Améthystes.
- Rue Rosa Parks, de la place de la Fraternité en direction du n°06, vers l'intersection avec la rue des Mûriers.
- Rue de Ribaudin, dans sa partie comprise entre le n°06 et le n°07.
- Rue des Rives, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°20.
- Rue Lou Païs, dans sa partie comprise entre le n°02 et le n°30.

ARTICLE 3

La signalisation verticale et/ou horizontale réglementaire correspondante, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle correspondante sera mise en place et entretenue par Toulouse Métropole dans les lieux de la commune de Saint-Orens de Gameville définis ci-dessus.

ARTICLE 4

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - 31000 Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 7

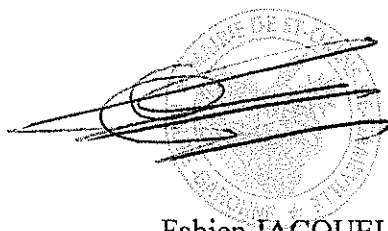
Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant de Gendarmerie Nationale de Saint-Orens de Gameville, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée à Monsieur le chef de Centre d'Incendie et de Secours de Ramonville-Saint-Agne.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 03 juin 2015.

Pour le Maire,
Par délégation,



Fabien JACQUEL

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : Néant.

Et publication, le : 15 juin 2015.



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint Orennais, domicilié 10, rue des Lauriers – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Complexe Sportif – à l'occasion de la journée « Green Volley » qui aura lieu le 24 mai 2015.

Le...22/05/2015.....

ARRETE DU MAIRE N° 24123

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23938 du 23 février 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, quatrième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint Orennais, domicilié 10, rue des Lauriers – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Article unique :

TREZEUX Patrice, Président du Volley Ball Saint Orennais, domicilié 10, rue des Lauriers – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Complexe Sportif – à l'occasion de la journée « Green Volley » qui aura lieu le 24 mai 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Le 18 mai 2015, au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole
Affaires générales, Communication
Défense et Anciens combattants.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le :



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur JACINTO Gilles, Président de l'association Collectif Alter.Artes, domicilié 33, rue Beauséjour – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Espace Marcaissonne – à l'occasion de la journée « AA#5 » qui aura lieu du 30 mai au 31 mai 2015.

Le 29 Mai 2015

P/c

ARRETE DU MAIRE N° 24124

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23938 du 23 février 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, quatrième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur JACINTO Gilles, Président de l'association Collectif Alter.Artes, domicilié 33, rue Beauséjour – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Article unique :

JACINTO Gilles, Président de l'association Collectif Alter.Artes, domicilié 33, rue Beauséjour – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Espace Marcaissonne – à l'occasion de la journée « AA#5 » qui aura lieu du 30 mai au 31 mai 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,

Le 18 mai 2015.

Serge JOP

Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocoles
Affaires générales, Communication
Défense et Anciens combattants.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le :



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur DECRAMER, Président de la Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Altigone – à l'occasion du spectacle de fin de saison qui aura lieu du 13 juin au 14 juin 2015.

Le.....9/6/2015.....
Palygader

ARRETE DU MAIRE N° 24125

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23938 du 23 février 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, quatrième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur DECRAMER, Président de la Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Article unique :

Monsieur DECRAMER, Président de la Gymnastique Rythmique Saint-Orennaise, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Altigone – à l'occasion du spectacle de fin de saison qui aura lieu du 13 juin au 14 juin 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,

Le 18 mai 2015.

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole-
Affaires générales, Communication
Défense et Anciens combattants

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le :

VILLE DE SAINT

ORENS



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

D. FAURE

Maire

Arrêté portant nomination du coordonnateur communal du recensement de la population et des agents municipaux chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement ainsi que du correspondant du répertoire d'immeubles localisés.

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le code général des collectivités locales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1^{er})

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

Vu le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

ARRETONS SOUS N° 24132

ARTICLE 1

Est nommée en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2016 : Madame Sandra ALCARAZ.

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

ARTICLE 2

Le coordonnateur communal est assisté dans ses fonctions par les agents municipaux suivants :

Madame Sophie HIMEUR
Madame Hélène BOUSCARY
Madame Claudine BERMONT
Madame Christine DELATTRE
Monsieur Jean-Michel GUICHARD
Monsieur Thierry MOLES
Madame Vanessa DURRACQ

Leurs obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

ARTICLE 3 :

Est nommé en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2015 :
Monsieur Laurent LE BILLER.

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Serge JOP
Adjoint au Maire



Fait à Saint Orens de Gameville, le 15 mai 2015.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants
23/05/2015



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
SUR LE PARKING HENRI PUIS A L'OCCASION
DE LA MANIFESTATION
« SAINT-ORENS FETE LA SEMAINE EUROPEENNE DU DEVELOPPEMENT
DURABLE »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, portant le numéro 23938 du 23 février 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour le bon déroulement de la manifestation « Saint-Orens fête la semaine européenne du développement durable » organisée par la ville de Saint-Orens de Gameville et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer le stationnement.

ARRETE N°24133/2015

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la manifestation « Saint-Orens fête la semaine européenne du développement durable » organisée par la ville de Saint-Orens de Gameville, le stationnement de tous types de véhicules, à l'exception des services d'urgences, des services municipaux et des exposants, sera interdit sur la totalité du parking Henri Puis :

SAMEDI 30 MAI 2015 DE 6H00 A 15H00

Le stationnement pourra être rétabli avant 15h00 le samedi 30 mai 2015 sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé du parking sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire correspondante sera installée par les services municipaux.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Mr le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- à Mr le Commandant du SDIS

Fait à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, le 18 mai 2015.

Serge JOP
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole,
Affaires générales, Communication,
Défense et Anciens combattants

Acte certifié exécutoire après

- affichage le : 30 mai 2015

- publication le :

Et après transmission en Préfecture : Néant



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur RAYNAL Sylvain, Président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Château Catala – à l'occasion de la fête de fin d'année de l'Amicale Laïque qui aura lieu le 27 juin 2015.

Le... 26... 05... 2015.....

ARRETE DU MAIRE N° 24138

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal le numéro 23938 du 23 février 2015 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, quatrième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par, Monsieur RAYNAL Sylvain, Président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

Article unique :

Monsieur RAYNAL Sylvain, Président de l'Amicale Laïque, domicilié 46, avenue de Gameville – 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Château Catala – à l'occasion de la fête de fin d'année de l'Amicale Laïque qui aura lieu le 27 juin 2015.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,

Le 18 mai 2015.

Serge JOP

Adjoint au Maire



Mobilité urbaine, Sécurité, Protocole-
Affaires générales, Communication
Défense et Anciens combattants.

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 26 mai 2015

Demande déposée le 07/04/2015

N° PC 031 506 15 00015

Par :	Monsieur LE HORS Lenaïc
Demeurant à :	11 RUE DE RIBAUDIN 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Aménager le garage en pièce habitable et édifier un garage
Sur un terrain sis à :	11 RUE DE RIBAUDIN BM 23

Surface de plancher
créée : 29 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu la surface de plancher existante conservée de 115 m²

Vu l'avis en date du 20/04/2015 de Toulouse Métropole – Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 05/05/2015 du service E.R.D.F.,

ARRETE N° 24 140

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.



Madame Dominique FAURE
Maire

**ARRETE PORTANT DELEGATION DES FONCTIONS DE
PRESIDENCE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
RELATIVE AU MARCHE DE RESERVATION DE PLACES
EN CRECHE POUR LES ENFANTS RESIDANT SUR LA
COMMUNE**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 22,

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 portant élection de la Commission d'appel d'offres de la commune de Saint-Orens de Gameville.

Considérant que Madame le Maire, Présidente de droit de la Commission d'appel d'offres, peut, conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, organiser son remplacement en désignant un représentant appelé à présider la Commission d'appel d'offres lorsqu'elle ne peut pas y participer,

Considérant que Madame Maria LAFFONT a été élue adjointe au Maire lors du Conseil Municipal en date du 29 mars 2014,

Considérant que Madame le Maire décide de déléguer à Madame Maria LAFFONT sa représentation à la présidence de la Commission d'appel d'offres relative au marché de réservation de places en crèche pour les enfants résidant sur la commune, et ce pour une bonne administration des affaires communales.

ARRETE S/N° 24 141

ARTICLE 1

Madame Maria LAFFONT, adjointe au Maire, est déléguée, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour représenter Madame le Maire à la présidence de la Commission d'appel d'offres relative au marché de réservation de places en crèche pour les enfants résidant sur la commune.

Cette délégation est consentie de manière ponctuelle pour les seules Commissions d'appel d'offres relatives au marché de réservation de places en crèche pour les enfants résidant sur la commune.

ARTICLE 2

Madame Maria LAFFONT, adjointe au Maire, est déléguée à l'effet de signer les documents suivants : procès-verbaux de réunions et tous les courriers y afférant.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, notifié au délégataire, affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 21 mai 2015

Le Maire


Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 26 Mai 2015.

Affichage le : 26 Mai 2015

Publication le :

Notification le :

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE DE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ET DU C.C.A.S

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08/07/14 fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens de Gameville,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CCAS, en date du 23/05/14, fixant la création du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Saint-Orens,

Vu l'arrêté municipal n° 23156 en date du 27/05/14, portant désignation de cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants de la collectivité au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S

Vu l'arrêté municipal n° 23209 en date du 10/06/14, portant désignation du Président du Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Vu les résultats du scrutin portés sur le procès-verbal établi le 04/12/14 à l'issue des élections des représentants du Personnel au Comité Technique de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Vu le courrier en date du 27/02/15, par lequel M. Thierry ALBERT informe la collectivité de sa démission en qualité de membre suppléant du personnel au Comité Technique,

Vu le courrier en date du 23/04/15, par lequel Mme Nadine MICHELIN informe la collectivité qu'elle accepte de siéger au Comité Technique en qualité de suppléant du personnel,

Vu le courrier en date du 26/02/15, par lequel M. Jean-François ROBIC informe la collectivité de sa démission en qualité de membre titulaire du personnel au Comité Technique,

Vu le mail en date du 19/05/15, par lequel Mme Laurence TIBI GUILHOT confirme sa volonté de siéger au Comité Technique en qualité de titulaire,

Vu le courrier en date du 17/04/15 par lequel Mme Véronique ESTANO informe la collectivité de son refus de siéger en qualité de membre titulaire du personnel au Comité Technique,

Vu la désignation de Mme Maryse WEISSER-MACHER en qualité de membre suppléant du personnel au Comité Technique,

ARRETONS SOUS N° 24142

La composition du Comité Technique est établie ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 : Représentants titulaires de la Collectivité :

Madame Dominique FAURE, Maire de Saint-Orens de Gameville
Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint
Madame Colette CROUZEILLES, Adjointe au Maire
Madame Josiane LASSUS PIGAT, Conseillère Municipale Déléguée
Madame Aude LUMEAU-PRECEPTIS, Conseillère Municipale

Représentants suppléants de la Collectivité :

Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, Adjoint au Maire
Monsieur Serge JOP, Adjoint au Maire
Monsieur David RENVAZÉ, Conseiller Municipal Délégué
Monsieur Jean FARENC, Conseiller Municipal Délégué
Monsieur Claude MERONO, Conseiller Municipal

ARTICLE 2 : Représentants titulaires du Personnel :

Madame Véronique LABARRIERE, CGT
Madame Yamina TAMAAZAIA, CGT
Madame Valérie AMILLASTRE, FO
Madame Béatrice MARIN, CFDT
Madame Laurence TIBI-GUILHOT, CFDT

ARTICLE 2 : Représentants suppléants du Personnel :

Madame Maryse VIVE-LESPERANCE, CGT
Monsieur Patrice CHELOT, CGT
Madame Patricia MALGRAS, FO
Madame Nadine MICHELIN, CFDT
Madame Maryse WEISSER-MACHER, CFDT

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 21 mai 2015

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 27/05/15

Affichage le :

Publication le :

Notification le :